

EDWARD SZYMAŃSKI

La guerre hispano-marocaine 1859-1860
Début de l'histoire du Maroc contemporain
(Essai de périodisation)

D'après le point de vue propagé par la littérature scientifique consacrée à l'histoire du Maroc, l'histoire moderne de ce pays commence au moment de l'établissement du protectorat franco-espagnol en 1912. Il semble toutefois, après une étude plus précise des rapports entre le Maroc et l'Europe au XIX^e siècle, que cette opinion devrait susciter de grandes restrictions. Il faut rappeler ici la conquête de l'Algérie par les Français en 1830 et la défaite de l'armée du sultan marocain dans la bataille d'Isly. Cependant, conformément aux opinions des Marocains eux-mêmes, l'événement qui avait ébranlé jusqu'au fond le vieil Empire était la guerre hispano-marocaine, terminée par une occupation temporaire de la ville Tétouan. A š - Š a y ḥ 'A b ū - l - 'A b b ā s A ḥ m a d b e n Ḥ ā l i d a n - N ā ṣ i r ī, historien marocain, contemporain à cet événement, apprécie ce conflit, comme suit: "L'affaire de Tétouan mena à la décadence le prestige du Maroc, ainsi qu'à l'invasion des chrétiens. Les musulmans subirent un désastre qu'ils n'avaient jamais connu (jusqu'ici). Crois-saient des dépendances, apportant beaucoup de mal"¹.

Cette défaite fut une surprise assez grande tant pour les vaincus que pour les vainqueurs eux-mêmes. Ce fait, entre autres, explique le manque d'une analyse approfondie de ses causes et de ses suites, tant au Maroc qu'en Europe, quoiqu'en Espagne on a publié quelques études à ce sujet.

C'est seulement en 1958 que l'historien marocain G e r m a i n A y a c h e attira l'attention sur ce problème dans un de ses articles en écrivant: "C'est donc en 1860 au moins, qu'il faut faire commencer l'histoire du Maroc moderne. Malheureusement, si les Marocains ont bien ressenti la gravité du désastre de Tétouan, ils n'ont pas eu d'observateur capable d'en étudier les effets. Quant aux étrangers, ils étaient encore rares dans le pays, ils manquaient d'information et, d'ailleurs, leurs pré-

¹ 'A b ū - l - 'A b b ā s A ḥ m a d b e n Ḥ ā l i d a n - N ā ṣ i r ī, *Kitāb al-istiḡṣā li-ahbār duwwal al-Mağrib al-aqṣā*, ad-Dār al-Bayḍā', 1956, t. IX, p. 101.

occupations étaient d'un autre ordre. Si bien qu'aujourd'hui, la république athénienne ou la Rome d'Auguste nous sont peut-être mieux connues que le Maroc d'il y a cent ans"².

La guerre hispano-marocaine a échappé à l'attention des historiens parce qu'elle a été reconnue comme un épisode peu important dans l'histoire du Maroc sur le fond de l'engagement de la France dans les affaires de l'Afrique du Nord. En plus, elle semblait être seulement un des nombreux conflits quoiqu'un des plus importants qui avaient lieu entre les garnisons qui protégeaient les enclaves espagnoles, nommées Presidios, et la population de l'Empire des Chérifs. Au XIX^e siècle, l'Espagne occupait sur la côte de la Méditerranée les points suivants: Peñón de Vélez, Alhucemas, Ceuta (Sebta) et Melilla (Mlīliya). En 1848, leur nombre s'accrût encore de trois petites îles à l'embouchure du fleuve Moulouya: Chafarinas (Insula del Rey, Isabel Segunda et Congreso). L'Espagne distança de quelques jours seulement la même décision du gouvernement français.

Ce n'était pas l'importance de ces possessions pour l'Espagne, mais leur valeur stratégique qui était en jeu. Ceuta comptait alors 6,000 habitants et était une importante base militaire sur la Méditerranée.³ Toutefois, elle ne rappelait en rien la ville florissante dont parle Jean-Léon l'Africain: "...elle était devenue la ville la plus belle et la plus peuplée de Maurétanie. Elle posséda plusieurs temples et des collèges, beaucoup d'artisans, de lettrés et de gens cultivés".⁴

Melilla, anectée depuis 1497, était la seconde position quant à sa grandeur, dans les mains des Espagnols. Son importance date de la moitié du XIX^e siècle, depuis qu'elle devint le siège du Gouverneur général auquel étaient soumis les commandants militaires d'Alhucemas, Peñón de Vélez et Chafarinas. Entourée de tribus rifaines hostiles, elle était forcée de s'entourer de fortifications et de murs qui l'étouffaient. A cause du manque d'arrière économique, elle ne comptait que 2,500 habitants.⁵

Les autres points anectés, les îles Alhucemas, Peñón de Vélez et Chafarinas arides et sans eau n'apportaient que de hauts déficits au gouvernement espagnol. La possession de ces îles favorisait la défense de Ceuta et surtout celle de Melilla, et c'était la cause du nombre restreint d'habitants civils.⁶

² G. Ayache, *Aspects de la crise financière au Maroc après l'expédition espagnole de 1860*, "Revue Historique", t. CCXX, octobre-décembre 1958, p. 4.

³ A. de Dornellas, *Elementos para la historia de Ceuta*, Lisbonne 1923, p. 202.

⁴ J. L. L'Africain, *Description de l'Afrique*. Nouvelle édition traduite de l'italien par A. Épaulard, Paris 1956, t. I, p. 266.

⁵ L. Godard, *Le Maroc, notes d'un voyageur, 1858—1859*, Alger 1859, p. 85. Le consul suédois Ehrenhoff, voyageant au Rif en 1855, visita les possessions espagnoles à cette occasion. A propos de Melilla, il écrit que cette ville était habitée par 2000 personnes civiles, 500 galériens et 1000 de soldats environ. (Stockholm, Riksarkivet, Svenska Konsulers skrivelser. Rapport sur la province marocaine du Rif).

⁶ D'après la relation d'Ehrenhoff, Alhucemas et Peñón étaient habitées par 500 personnes, 160 soldats et autant de galériens y compris. Riksarkivet, op. cit.

Les Presidios, vivant seulement grâce aux dotations de l'État espagnol, menaient une existence misérable. Les tribus rifaines les attaquaient assez souvent, ce qui nécessita l'entretien constant de nombreuses garnisons. Les sultans du Maroc employaient tous leurs moyens pour liquider ces bases étrangères installées sur leur territoire. Dans ce but, ils défendirent toute communication directe, ainsi que l'entretien de rapports commerciaux avec Ceuta et Melilla. Malgré cette défense, la population vendait souvent des produits de tout genre aux soldats stationnant dans ces villes, mais c'étaient plutôt des transactions sporadiques. Le ravitaillement des Presidios venait de l'Espagne. La base de cet approvisionnement était Malaga. Lorsque les navires espagnols n'abordaient pas, il manquait de combustibles, de pain et même d'eau. Les Presidios coûtaient cher. Comme exemple, nous pouvons citer que les frais supportés par l'Espagne en 1854 portaient à 15 millions de réaux, tandis que le revenu des douanes ne dépassait pas 10.000 réaux.⁷ Les enclaves donc étaient pour l'État espagnol non seulement une source de conflits perpétuels avec l'Empire des Chérifs, mais elles grevaient considérablement le budget de l'État. Ce motif était assez souvent présenté par les politiques espagnols réalistes, lorsqu'ils posaient le postulat de vente des terrains qui donnaient le plus grand déficit: Presidios menores (Peñón de Vélez et Alhucemas), mais ces projets n'étaient jamais réalisés. "La idea del abandono de los presidios menores — écrit Garcia Figueras — databa de 1764 y se fundaba también en lo credico de los gastos de conservación que no compensaban la utilidad que reportaban. Una comisión recorrió dichas prisiones, reconciciéndolas, y el criterio no fué unánime. A partir de 1791 se varia de criterio y no se gestiona ya el abandono, sino la cesión de los presidios al Sultán de Marruecos; en 1801 quiso harcerse ya la cesión, pero Godoy se opuso por estimarlo perjudicial para España, y en oposición a sus ideas, que ya han quedado registradas, la Junta Central, apremiad por la necesidad de recursos y a pesar de los informes en contra, encargó al Cónsul de Tánger que viese el partido que podia sacar de la cesión, y el rey intruso José, a su vez, le ofrecia al Sultán a condición de que lo reconociese como rey de España, renovase los antiguos tratados, ampliase los limites de Ceuta y le concediese otras ventajas comerciales. El Sultán aplazó la resolución".⁸

Le même sujet fut délibéré à une conférence secrète le 14 novembre 1911: "...un oficio de la Regencia en que propone como conveniente la cesión al Rey de Marruecos de los presidios menores de Africa, esperando que en retribución de esta dádiva se nos facilitarán de aquel reino granos y otras cosas de que tenemos actualmente suma necesidad".⁹

Tous ces projets échouaient en pratique. Pendant des siècles s'affermissait profondément l'idée de la mission historique civilisatrice de l'Espagne au Maroc. La

⁷ J.-L. Miège, *Le Maroc et l'Europe (1830—1894)*, t. II: *L'ouverture*, Paris 1961, p. 350.

⁸ T. García Figueras, *Marruecos*, Madrid 1939, p. 71.

⁹ J. L. Villanueva, *Mi viaje a las Cortes*, Madrid 1860, p. 173.

politique réaliste envers le voisin africain du Sud devait céder au sentiment traditionnel. Les rêves de l'Espagne, à jouer son grand rôle en Afrique du Nord, n'avaient, en pratique, aucune chance de réalisation, car ce pays était au XIX^e siècle profondément arriéré, tant par rapport à la situation économique que militaire, en comparaison des grands empires coloniaux comme l'Angleterre et la France qui avaient aussi leurs plans propres concernant le même territoire. L'annexion de l'Algérie par la France l'a prouvé fort rapidement et évoqua une réaction fort vive en Espagne où on activa les souvenirs du glorieux passé de l'Afrique du Nord. Au sujet de l'intervention française en Algérie, le député aux Cortès écrivait en 1905, comme suit: "Il est certain qu'à cette époque il ne se trouva personne en Espagne, ni individualité, ni classe sociale, pour protester publiquement contre ceux qui usurpaient une mission que l'histoire et la géographie, aussi bien que l'intérêt, devaient nous attribuer".¹⁰ Le voisinage proche et la possession des enclaves sur la côte marocaine influençaient, sans aucun doute, l'engagement politique de l'Espagne envers le Maroc. Toutefois, cet engagement n'était ni conséquent ni raisonnable, mais plutôt un mélange chaotique d'actes de puissance autorisés et d'essais de collaboration.

L'Espagne, en dépit de ce qu'elle le voulait ou non, était engagée dans les affaires du Maroc par ses possessions sur la côte Sud de la Méditerranée. Les rapports entre les Presidios et les tribus marocaines avoisinantes n'avaient jamais été amicaux ni même corrects. On concluait, il est vrai, assez souvent, des traités sur la paix et l'amitié entre le gouvernement espagnol et les sultans marocains, mais ils n'étaient jamais respectés dans leur entité. Par contre, il éclatait toujours des incidents pour lesquels on se rendait réciproquement responsable. Après le débarquement des forces françaises en Algérie, ces conflits entrèrent dans un stade encore plus aigu, ce qui agrava la haine des Marocains contre tous les Européens, ce qui se laissait sentir dans les contacts directs entre les Presidios et les tribus rifaines. "La situación en Marruecos durante el tiempo a que me he referido no era tranquila, máxime por la presión que Francia ejerci desde Argel, que creó grande malestar alrededor de nues tres presidios".¹¹

Le moment critique dans les rapports hispano-marocains advint en 1844, lorsque le gouvernement de Narvaez signala un ultimatum au sultan avec la demande d'une satisfaction pour les incursions des tribus rifaines sur les Presidios et pour l'assassinat de l'agent consulaire V. Darmon¹² à Mazagan. La réponse du Makhzen était ferme et refusait catégoriquement toutes les prétentions de l'Espagne. Cela mena à la rupture des rapports quelconques entre les deux pays; le gouvernement espagnol, par l'intermédiaire des représentants de l'Angleterre et de la France, menaçait le

¹⁰ G. Maura, *La question du Maroc au point de vue espagnol*, ouvrage traduit de l'espagnol, Paris 1911, p. 15.

¹¹ D. Sevilla Andrés, *Africa en la politica española de siglo XIX*, Madrid 1960, p. 54.

¹² J. Béccker, *España y Marruecos. Sus relaciones diplomáticas durante el siglo XIX*, Madrid 1903, p. 29.

sultan d'une guerre si ses prétentions ne seraient pas réglées dans l'espace de quinze jours.

Toutefois, un conflit à main armée fut paré par la Grande Bretagne qui incita le gouvernement espagnol à signer un traité qui devait régler toutes les divergences.¹³ Les Anglais craignaient un entendu franco-espagnol contre le Maroc.¹⁴ La diplomatie anglaise remporta un succès important s'opposant à une alliance qui menaçait non seulement les influences anglaises au Maroc, mais aussi l'Empire des Chérifs. "Une action combinée de la France et de l'Espagne à cette époque aurait dès lors résolu pour toujours le problème du Maroc. Elle aurait été, en tout cas, mille fois préférable à l'intervention de l'Angleterre, que nous acceptâmes comme médiatrice, nous résignant ainsi d'avance à des compensations dérisoires".¹⁵ La possibilité d'une telle alliance existait déjà alors, mais elle fut réalisée seulement en 1912 par la convention du 27 novembre.

Une tension importante dans les relations entre l'Espagne et le Maroc apparut à la moitié de 1858 à l'effet d'une réquisition du navire espagnol San José par des pirates stationnant sur les côtes marocaines. Ce fait provoqua en conséquence une atmosphère inquiète en Espagne: des escadres de navires furent envoyées à Tanger et les garnisons des Presidios furent renforcées.¹⁶ La presse espagnole déploya une vive activité pour une intervention à main armée. Au mois de septembre 1858 parut un cycle d'articles dans le journal "El Diario Español", écrit par Ruperto de Aguirre, édité ensuite en forme de livre. Ces articles invitaient à prendre exemple de la France: "Imitemos a la Francia ... en la conquista y colonización de Argel..."¹⁷.

Dans cette atmosphère, les incidents hispano-marocains se multipliaient, inquiétant les Anglais qui surveillaient le Gibraltar. Cette fois aussi, ils développèrent une vive activité diplomatique à Madrid, à Tanger et à Fès. Sir John Drummond Hay, consul anglais, obtint du représentant du sultan à Tanger des garanties que les divergences seront réglées d'après les vues d'O'Donnell "... soutenu par le sentiment public espagnol très excité contre le Riff et le Maroc".¹⁸ De son côté, "la Grande Bretagne tint à Madrid un langage sans équivoque. Sur ordre de Lord Malmesbury, Buchanan soulignait à Calderon Collantes (ministre d'État dans le gouvernement O'Donnell, depuis le 30 juin 1858. Il abandonnera ses fonctions

¹³ *Acuerdo satisfaciendo varias reclamaciones, firmado en Tanger el 25 de agosto de 1844.* (Texte in I. de las Cagigas, *Tratados y Convenios referentes a Marruecos*, Madrid 1952, pp. 29—32.

¹⁴ En ce temps, la France, inquiète de l'aide accordée à 'Abd el-Qādir par le Maroc, commença une action militaire contre l'Empire des Chérifs qui finit par le bombardement de Tanger et la défaite marocaine dans la bataille d'Isly.

¹⁵ G. Maura, op. cit., p. 16.

¹⁶ Archives Générales de Rabat, AA 27 Tanger 21 et 25 nov. 1858, 29 déc. 1858.

¹⁷ R. de Aguirre, *Expedición al Rif. Su importancia, necesidad y conveniencia*, Madrid 1858, p. 14.

¹⁸ Les Archives du Foreign Office au Public Record Office, London. Lettre de Malmusi à Hay 99/95, Tanger 18 janvier 1859.

le 4 mars 1863) que l'Angleterre n'accepterait point que Tanger fût bombardé et qu'elle s'opposerait à toute action des troupes espagnoles sur la ville ou sur la côte environnante. Une escadre dépêchée dans le détroit appuyait la déclaration¹⁹.

En même temps, à Tanger, se déroulaient des négociations concernant la sécurité de Ceuta et Melilla. Le représentant du sultan Muḥammed ben 'Abd Allah el-Ḥaṭīb, sous le conseil du consul anglais et en effet de ces négociations, signa une convention qui accordait aux Espagnols de nouveaux privilèges. L'art. 1 de cette convention disait que "S. M. el Rey de Marruecos, deseando dar a S. M. Católica una señalada muestra de los buenos deseos que le animan, y queriendo contribuir en lo que de él dependa al resguardo y seguridad de las plazas españolas de la costa de Africa, conviene en ceder a S. M. Católica, en pleno y sobranía, el territorio próximo a la plaza española de Melilla hasta los puntos más adecuados para la defensa y tranquilidad de aquel presidio".²⁰ Malgré la signature de cet accord, l'idée de la guerre soulevait les esprits en Espagne. Les principaux chefs politiques réclamaient la guerre.

La population du Maroc était très mécontente de la pénétration économique des Européens au Maroc. La France, l'Angleterre et, à leur suite, d'autres États européens obtenaient des privilèges, grâce auxquels l'exploitation de la population avait grandi. En relation à cet état de choses, "...dès le règne de Moulay Abd ar-Rahman, elle avait manifesté sa mauvaise humeur au sujet de l'exportation des laines: l'état d'esprit était favorable à un conflit avec une puissance chrétienne".²¹ Dans cette situation, un prétexte tout à fait banal pouvait faire éclater la guerre.

C'est a n - N ā ṣ i r ī qui décrit les motifs directs du déclenchement de la guerre: "Ce fut la cause qui provoqua la rupture de la paix avec la nation espagnole.

L'usage s'était établi entre les habitants de Ceuta — chrétiens et les habitants al-Anḡirra — musulmans, que les uns et les autres avaient pris des emplacements pour la garde de leurs frontières. Les chrétiens y établissaient des maisonnettes en planches, et les musulmans des huttes en massette ou d'autres du même genre. Or, vers la fin du règne as-sultān al-Mūlay 'Abd ar-Raḥman, Dieu lui fasse miséricorde!, les chrétiens de Ceuta élevèrent à la frontière une maison en pierres et en argile, et y placèrent le drapeau de leur roi infidèle qu'ils appellent «al-Kurūna». Les gens de al-Anḡirra se rendirent auprès d'eux et dirent: il faut démolir cette maison, dont la construction est contraire à l'usage, et revenir à l'ancien état de choses, à des maisons en bois. Les chrétiens s'y étant refusés, les gens d'al-Anḡirra se dirigèrent vers cette maison, la démolirent, (enlevant) «al-Kurūna» et la souillèrent

¹⁹ J.-L. Miège, op. cit., p. 358.

²⁰ *Convenio ampliando los términos jurisdiccionales de Melilla y paciendo la adopción de las medidas necesarias para la seguridad de los presidios españoles en la costa de Africa, firmado en Tetuan el 24 de agosto de 1859.* (Texte in I. de las Cagigas, op. cit., pp. 37—38).

²¹ H. Terrasse, *Histoire du Maroc des origines à l'établissement du Protectorat français*, Casablanca 1950, t. II, p. 326.

d'excréments humains. Ils tuèrent quelques hommes en traquant les habitants de Ceuta jusqu'aux murs de la ville.

Les gens de Ceuta présentèrent cette affaire à leur chef à Tanger et celui-ci parla auprès du représentant de as-sultān en cette ville, 'Abū 'Abd Allah Muḥammad ibn al-Ḥāğğ 'Abd Allah al-Ḥaṭīb at-Taṭṭāunī, et porta plainte de la population de Ceuta contre les actes hostiles des gens d'al-Anğirra. Al-Ḥaṭīb n'en prit pas compte, mais (l'Espagnol) exigea que douze individus (d'al-Anğirra), dont il donna les noms, fussent amenés à Tanger et mis à mort en punition de leurs actes. Al-Ḥaṭīb (trouva) cette exigence trop exagérée. Il s'adressa, peut être au représentant de l'Angleterre, qui lui dit: accepte à faire venir les inculpés (pour garder les apparences) au yeux des nations, et se fit fort d'obtenir qu'il ne leur fût fait aucun mal, au cas où le bon droit des Espagnols (serait) établi. Cette proposition plût à al-Ḥaṭīb (qui résolut) de la mettre en exécution. Mais les gens d'al-Anğirra, ayant appris cette nouvelle, et que al-Ḥaṭīb avait formé le projet d'écrire au as-Sultān pour lui signaler ces douze individus, allèrent (trouver) aš-šarīf Sīdī al-Ḥāğğ 'Abd as-Salām ben al-'Arabī al-Wazzānī, et lui dirent: al-Ḥaṭīb ne donne pas à l'as-Sultān et aux musulmans de bons conseils. Il approuve tout ce que les chrétiens lui disent, et c'est lui qui les rend si audacieux contre nous. Nous sommes venus (te demander) d'instruire l'as-sultān sur notre situation, afin qu'il nous fasse appuyer par les tribus avoisinantes.

Sur ces entrefaites, as-sultān Mūlay 'Abd ar-Raḥman, Dieu lui fasse miséricorde!, mourût. Son fils Sīdī Muḥammad lui succéda, et arriva à Méknès, reçut l'adhésion unanime de la population al-Mağrib. Aš-šarīf Sīdī al-Ḥāğğ 'Abd as-Salām lui écrivit au sujet des gens d'al-Anğirra et lui exposa leur demande. As-sultān consulta quelques personnages de son entourage, qui conseillèrent la guerre. As-sultān s'arrêta à cet avis, car il lui eût été pénible de livrer (à l'ennemi) douze musulmans pour satisfaire le désir inopportun de les mettre à mort en présence des représentants des nations. Il jugea donc, Dieu lui fasse miséricorde!, de ne pas céder à la demande (de l'ennemi) sans l'avoir combattu. Il réclama l'appui d'Allah Très-Haut et envoya son serviteur al-Ḥāğğ Muḥammad ibn al-Ḥāğğ aṭ-Ṭāhar az-Zabdī ar-Ribāṭī chez al-Ḥaṭīb à Tanger, avec mission de se mettre au courant de l'affaire, de chercher à découvrir la vérité et de ne consentir à la paix que s'il ne trouvait pas de moyen de faire autrement. Nombre de conseillers auprès d'as-sultān proposèrent d'injurier (l'ennemi), ce qui est peu politique, même si l'ennemi est faible.

Arrivé à Tanger, az-Zabdī se mit en rapport avec al-Ḥaṭīb et s'entretint à fond avec lui de la question. Al-Ḥaṭīb s'inclinait à la paix, mais (az-Zabdī) refusa d'entrer avec lui dans cette voie, et lui présenta la lettre d'as-sultān lui donnant plein pouvoir pour traiter cette affaire. Al-Ḥaṭīb se retira et cessa de parler et d'intriguer. Finalement, az-Zabdī rompit les pourparlers avec le représentant de l'Espagne sur une déclaration de guerre et partit.

Les Espagnols amenèrent leur pavillon et s'embarquèrent de suite pour leur pays. Az-Zabdī écrivit la nouvelle à l'as-sultān, qui annonça à tous les ports qu'il avait déclaré la guerre aux Espagnols, et donna l'ordre aux habitants de se tenir

sur leurs gardes et de faire leurs préparatifs pour la guerre sainte. Il ouvrit le trésor, et distribua à plusieurs reprises de l'argent, des armes et des costumes".²²

L'incident à la frontière de Ceuta est devenu le prétexte direct de la guerre espano-marocaine, mais les vrais motifs étaient autre part. En premier lieu, un grand nombre de politiques espagnols était d'avis que la guerre menée à l'extérieur du pays permettrait de décharger les conflits intérieurs. En second lieu, la mort du sultan 'Abd ar-Rahman permit aux partisans de la guerre d'élever la voix, malgré que le pays n'était pas préparé à la guerre. Dans cette situation, elle pouvait apporter des profits seulement à l'Espagne. "L'occasion était réellement très favorable. Nous avons raison de réclamer contre le passé et de demander des garanties pour l'avenir. La situation de l'Espagne permettait et conseillait même une guerre extérieure. Dans le Maghreb, le récent avènement au trône d'un sultan nullement belliqueux, et les troubles intérieurs qui accompagnent là-bas tout changement de souverain, facilitaient notre action".²³ Il faudrait ajouter ici que la France était occupée alors par les problèmes italiens et ne pouvait réagir contre l'activité espagnole en Afrique du Nord. Les autres gouvernements européens étaient plutôt indifférents aux projets militaires de l'Espagne. L'Angleterre seule, comme nous l'avons déjà dit, s'efforçait de faire obstacle à cette guerre, inquiétée pour le sort du détroit de Gibraltar.

La guerre fut proclamée le 22 novembre 1859. Le corps d'expédition espagnol comptait au commencement de son activité militaire 22,907 soldats et officiers.²⁴ Leur nombre montait très vite. Au mois de décembre 1859, l'armée espagnole comptait déjà 36,673 soldats et officiers, au mois de janvier 1860 — 41,518, au mois de février — 44,957 et au mois de mars — 48,258. L'armée de la terre était soutenue par 14 navires de guerre. Dans la phase initiale de la guerre, les troupes marocaines comptaient 5,000 soldats environ. Ces troupes se composaient de tribus voisines de Ceuta et un détachement de cavalerie du sultan, comptant 500 hommes, sous le commandement du frère du sultan Mūlay al-'Abbās.²⁵ Moins nombreux que les Espagnols, les Marocains étaient en défensive dès le commencement. L'armée marocaine, malgré une héroïque résistance, dont parlent avec estime les sources européennes,²⁶ reculait systématiquement sous la pression des envahisseurs. Le sultan

²² 'A b ū - l - 'A b b ā s A ḥ m a d b e n Ḥ ā l i d a n - N ā ṣ i r ī, op. cit., pp. 84—85.

²³ G. M a u r a, op. cit., p. 18.

²⁴ Toutes les données statistiques concernant le nombre des troupes d'après l'ouvrage *La guerra del Rif*, Paris 1894, p. 31.

²⁵ a n - N ā ṣ i r ī, op. cit., p. 86.

²⁶ Par exemple, le correspondant de guerre, un Français, Charles Yriarte dans ses souvenirs de la guerre marocaine, intitulés *Sous la tente. Souvenirs du Maroc. Récits de guerre et de voyage*, Paris 1863, pp. 47—51, écrit: "Cela paraît singulier, à côté de nos guerres où les prisonniers se comptent par centaines, de parler de cinq prisonniers; mais la tactique des Maures est telle, que depuis deux mois de campagne, excepté un Arabe de la province d'Oran pris le 15 décembre et un fou qui s'est présenté à l'une des sentinelles des redoutes, ce sont les premiers ennemis qui

envoya de nouveaux renforts, fort modestes, sous le commandement de son second frère Mūlay Aḥmad, qui ne pouvaient pas changer la situation défavorable des Marocains. A ce temps, le sultan Sidī Muḥammad ben 'Abd ar-Raḥman pouvait seulement appeler ses sujets à la guerre sainte.²⁷ Lui-même était occupé à étouffer la révolte des Arabes de la tribu ar-Raḥāma à Ḥūz²⁸.

Pendant le cours de quelques mois, le corps d'expédition espagnol avait conquis Tétouan et commença la marche sur Tanger. C'est en ce moment que l'Angleterre apparut sur la scène politique, voyant un danger réel dans l'envahissement de Tanger par les troupes espagnoles. L'activité diplomatique des politiciens britanniques se brisait aux exigences des Espagnols qui voulaient annexer Tétouan qu'ils avaient occupé. Londres s'y opposait d'une manière catégorique car, à ce temps, la ville de Tétouan était le point le plus avantageux pour l'infiltration anglaise dans le fond du pays, grâce aux contacts commerciaux avec Fès et les oasis du Sahara. Finalement, les Espagnols se sont mis d'accord sur une occupation temporaire de Tétouan, jusqu'au moment où les Marocains se seraient acquittés de la somme de contribution. Mūlay al-'Abbās, d'après le conseil du consul anglais,²⁹ se décida à signer un accord de paix préliminaire qui eut lieu le 25 mars 1860. Les art. 4 et 5 parlaient des obligations principales du Maroc vis-à-vis de l'Espagne: "Como justa indemnización por los gastos de guerra, S. M. el Rey de Marruecos se obliga a pagar a S. M. la Reina de las Españas la suma de 20.000.000 de duros. La forma del pago de esta suma se estipulará en el tratado de paz. La ciudad de Tetuán, con todo el territorio que formaba el antiguo Bajaleta del mismo nombre, quedará en poder de S. M. la Reina de las Españas como garantía del cumplimiento de la obligación consignada en el artículo anterior hasta el completo pago de la indemnización de guerra. Verificado que sea éste en su totalidad, las tropas españolas evacuarán seguidamente la ciudad y su territorio".³⁰ Cette entente préliminaire, conclue entre O'Donnell et Mūlay al-'Abbās, prévoyait encore un élargissement des territoires de Ceuta et Melilla, et une place convenable au Sud du pays pour élever un établissement que les Espagnols avaient eu jadis. Cette entente a été soutenue par un traité de paix, signé le 26 avril 1860,³¹ ratifié par les deux gouvernements un mois plus tard. La guerre hispano-

tombent au pouvoir des Espagnols. Si chacun d'entre ceux-ci n'eût été blessé assez grièvement, je suis sûr qu'aucun d'eux ne serait aux mains de l'ennemi".

²⁷ Cf. *Lettre du sultan à Muhammad al-Ġamliš du 16 novembre 1859*, "Miscelánea marroqui", Tétouan 1951, p. 31.

²⁸ an - Nāṣirī, op. cit., p. 110.

²⁹ D'après les sources suédoises, Sir John D. Hay était un ami de Mūlay al-'Abbās (Archives Nationales de Suède à Stockholm. Svenska Konsulers skrivelser. Tanger 3.12.1859, f° 7).

³⁰ *Bases preliminares para la celebración de un Tratado de paz, que ha poner término a la guerra hoy existente entre España y Marruecos, convenidas entre don Leopoldo O'Donnell, duque de Tetuán, Conde de Lucena, Capitán General en Jefe del Ejército* (Texte in I. las Cagigas, op. cit., p. 39.)

³¹ *Tratado de paz y amistad firmado en Tetuan el 26 de Abril de 1860* (Texte in I. las Cagigas, op. cit., pp. 41—44).

marocaine prit sa fin, mais ses conséquences commençaient à devenir actuelles. Dans toutes les classes de la société marocaine croissait le mécontentement dont les causes essentielles étaient: l'occupation de Tétouan par les Espagnols et la contribution de guerre.

Le traité de paix signé, les autorités de Tétouan commencèrent des travaux et des constructions, ce qui donnait l'impression qu'elles avaient l'intention d'y rester pour toujours. Encore pendant les négociations qui précédèrent le traité de paix, Mūlay al-'Abbās écrivait au sultan que l'ennemi était intransigeant seulement en un seul point, notamment celui qui concernait la hauteur de la contribution. Dans toutes les autres questions, il démontrait une grande souplesse. Il voulait obtenir la garantie d'une telle somme qui, en fin de compte, serait insolvable, ce qui donnerait aux Espagnols plein droit à maintenir l'occupation de Tétouan.³² Vers la fin du mois de février, le consul suédois à Tanger écrivait à propos de Tétouan que "la ville commence déjà à se transformer et les travaux que l'on y exécute donnent à l'occupation tout le caractère d'une prise de possession définitive".³³

Il était évident que la perspective de la perte de Tétouan, une des villes marocaines des plus importantes après Fès, incitait l'inquiétude et le mécontentement de la population. Il fallait donc trouver, au plus vite, l'argent nécessaire pour payer la contribution et regagner la ville perdue. Le Makhzen se rendait parfaitement compte que le recouvrement de Tétouan rétablirait son prestige et, en même temps, apporterait une stabilisation dans le pays. Mais, le trésor du sultan n'était qu'en possession de 2/5 de la somme prévue.

Au commencement de 1861, le sultan écrivait à son représentant à Tanger que les trésors de Fès et de Marrakech étaient vidés à tel point qu'il ne restait que "le strict nécessaire pour la solde des troupes qui ne peuvent servir nues et le ventre creux".³⁴ Le Makhzen a été forcé de frapper ses sujets par de nouveaux impôts. Ce fait, dans sa conséquence, apporta un appauvrissement de la population rurale surtout, qui était déjà sans cela très pauvre. Cette misère fut bientôt la cause de l'éclat d'une gigantesque épidémie du choléra qui décima la population de provinces entières. Le sultan s'adressa avec un appel aux dons de bon gré des riches couches de la société marocaine, mais les résultats de cette démarche furent fort infimes.³⁵

Dans cette situation tragique, le sultan envoya ses ambassadeurs à Londres et à Paris avec la mission d'engager les gouvernements anglais et français à une intervention à Madrid pour un amoindrissement de la contribution. Dans l'entourage

³² Lettre de Mūlay al-'Abbās au sultan Sīdī Muḥammad, le 30 mars 1860 (dans: Mūlay 'Abd ar-Raḥman ben Zīdan, *Ithaf 'alam an-nas bi ḡamal aḥbar hadirati Miknās*, Rabat 1930, t. III, pp. 441—443).

³³ Svenska Konsulers skriveslser, lettre du 24.2.1860.

³⁴ Lettre du sultan Sīdī Muḥammad à Muḥammad al-Bargaš, le 23 janvier 1861 (dans: Mūlay 'Abd ar-Raḥman ben Zīdan, op. cit., p. 447).

³⁵ A Fès seulement, on a assemblé 2 millions de francs en or environ (1/50 de la somme de contribution), Archives Générales de Rabat, doc. AA 29 Tanger.

du sultan, on entendait, de plus en plus souvent, des voix pour reprendre la guerre avec l'Espagne. Une activité diplomatique directe du représentant du sultan à Madrid n'apporta pas de résultat. L'Espagne proposait l'évacuation de Tétouan en échange à l'occupation de Mogador. Un tel dénouement était même avantageux pour le Maroc. Tétouan était une ville de grande importance pour l'Empire marocain. Se trouvant dans un voisinage proche des Presidios espagnols, elle était beaucoup plus exposée au prolongement de l'occupation espagnole que le lointain Mogador. Toutefois, la diplomatie anglaise, qui avait de grandes influences à la cour du sultan, avait fait tout pour qu'un tel dénouement n'eût pas lieu. La Grande Bretagne veillait avec assiduité à ce qu'aucun des gouvernements européens n'affermisse ses influences dans le Maroc du Sud.

Il ne restait qu'un seul chemin à prendre, et le sultan s'y engagea, notamment: contracter un emprunt étranger. Il existait, en 1860, la possibilité d'un tel emprunt en Grande Bretagne, par l'intermédiaire d'un marchand anglais, domicilié à Gibraltar, Richard Glover. Mais, les capitalistes anglais de Londres et de Manchester refusèrent l'emprunt de capitaux au sultan du Maroc sans la garantie du gouvernement anglais.³⁶ Après cet échec, le Makhzen demanda aide à la France, et lorsque cette démarche n'avait pas réussi non plus, apparût la menace d'une nouvelle guerre. A Fès et à Madrid, on parlait de guerre comme d'un dénouement inévitable dans le conflit hispano-marocain. L'Espagne avançait ses prétentions que le Maroc ne s'acquittait pas de ses devoirs et menaçait d'inclure Tétouan à ses possessions. Le sultan, par contre, se préparait à proclamer la guerre sainte. Cette fois de nouveau, la diplomatie anglaise se prit à parer la crise. L'ambassadeur anglais à Madrid, Sir Buchanan, n'étant pas populaire, fut échangé pour Sir John Crampton qui a su rapidement gagner la sympathie des éminents personnages espagnols. Sir Drummond Hay à Tanger réussit à lier des contacts amicaux avec le nouveau représentant de l'Espagne, Merry y Colom. Grâce à ces contacts, le gouvernement anglais pouvait proposer à Madrid l'évacuation de Tétouan avant la remise de toute la contribution. Au mois de juillet 1861, Sir Drummond Hay fit un voyage à Meknès pour engager le sultan à accepter le plan de compromis suggéré par la Grande Bretagne. Après beaucoup de démarches et d'instigations, il a réussi à convaincre le sultan de continuer les efforts tendant à la paix. Finalement, le sultan se décida à envoyer Mūlay al-'Abbās à Madrid pour entreprendre des négociations et signer l'arrangement définitif, basé sur le plan de la Grande Bretagne.³⁷ On arriva à une entente pour la réalisation de laquelle, en pratique, il fallait trouver trois millions de piastres (1 piastre = 5,25 fr. en or). Le Makhzen réussit à assembler un million de piastres en or et un million équivalent en blé. La somme qui manquait encore fut empruntée

³⁶ A. Redford, *Manchester Merchants and Foreign Trade*, Manchester 1956, t. II, p. 60.

³⁷ Les Archives de Foreign Office au Public Record Office, London. Lettre du sultan à la reine Victoria, le 12.8.1861, 99/106.

à l'Angleterre.³⁸ Après le paiement de trois millions de piastres à l'Espagne,³⁹ Tétouan fut rendu au Maroc. Sidī Muḥammad a réussi à mettre fin au conflit et préserver le Maroc d'un danger direct éminent. Mais le prix payé pour cette guerre par le Maroc était énorme. Plus que 40 millions de francs en or furent transmis à l'étranger. Il fallait encore payer 10 millions à l'Espagne et rembourser 19 millions avec pourcents à l'Angleterre, à titre d'emprunt effectué. Pendant l'espace de 25 ans, le Maroc devait se défaire d'un énorme capital de 69 millions de francs en or.

La guerre et, en conséquence, toutes les conventions qui succédèrent au conflit hispano-marocain, changèrent d'une manière essentielle les rapports du Maroc avec les pays européens. Si la défaite lors de la bataille d'Isly, en 1844, était un désastre militaire et moral, la débâcle de 1860 fut une défaite économique et politique.

Vers la moitié du XIX^e siècle, les revenus du Maroc étaient basés, en principe, sur les impôts ruraux et les douanes. Ces dernières, qui donnaient l'influx le plus important, furent, depuis 1862, rendues aux mains des Espagnols et des Anglais qui récupéraient les sommes qui leur étaient dues. Au moment où le trésor de l'État marocain était entièrement vide, le manque important de revenus nécessitait une récompensation à l'aide d'un accroissement des impôts traditionnels et la mise à profit de nouveaux. Tout cela ne pouvait toutefois suffire aux dépenses de l'État. Les impôts démesurés, aggravant la situation, suscitaient des mécontentements et des troubles, mais, avant tout, ruinaient l'économie rurale et l'élevage. Dans cette situation, tous les essais de Makhzen, tendant à importer des réformes économiques modernes, échouaient en pratique et n'étaient pas réalisés. L'exploitation du pays par les impôts démesurés ruinait les bases économiques essentielles, et le commerce avec l'étranger se trouvait, en pratique, entre les mains des Espagnols et des Anglais, ce qui, en conséquence, anarchisait le marché intérieur du Maroc.

À toutes ces difficultés vint s'ajouter le problème monétaire,⁴⁰ qui apparût comme une des conséquences de la guerre hispano-marocaine. Jusqu'à la moitié du XIX^e siècle existait au Maroc, à côté des piastres en or, une monnaie en argent. Après le remboursement des réserves à l'Espagne, la monnaie en or disparaît complètement. Pendant le règne de Sidī Muḥammad, aucune monnaie ne fut battue dans ce métal. Depuis 1860, au lieu du bimétallisme, traditionnel jusqu'ici, apparaît le monométallisme. Au premier coup d'oeil, il pouvait sembler que cela n'aurait pas d'influence

³⁸ Le sultan obtint 501176 livres sterling 10 shillings, déduction faite des frais, le Maroc a obtenu 426000 livres. Les intérêts devaient être payés 1500 de la somme brut.

³⁹ La liste exacte des sommes remboursées plus tôt par le Maroc, cf.: C. Miralles de Imperial, *Relato de las gestiones para el cumplimiento de la cláusula de indemnización del Tratado de Paz con el Imperio de Marruecos (1860)*, Madrid 1950, pp. 50—51.

⁴⁰ Sur le problème des questions monétaires du Maroc au XIX^e siècle cf.: E. Podéguin, *Notes sur Mogador*, Paris 1905; E. Michaud-Bellaire, *Note sur les crises monétaires du Maroc*, "Revue du Monde musulman", t. XXXVIII; G. A y a c h e, op. cit.

sur la vie économique du pays, mais, en réalité, ce fut un problème de la plus grande importance pour le Maroc. Au même temps, le cours de la monnaie en argent s'accrût, en comparaison avec le cours de l'or, dans le monde entier. En rapport avec cette situation, la monnaie en argent déflua aussi du Maroc. On l'échangea pour une monnaie en bronze dont la valeur est minime en Europe. Les conséquences de ce fait se montrent fatales pour la vie économique du pays. Le cours de la monnaie marocaine baisse rapidement sur le marché mondial, perdant en même temps sa valeur au marché intérieur. Il suffit ici de nous rappeler que le Maroc, à cause de ses grandes dettes, était lié par des liens économiques très forts avec l'Europe. Si, en conséquence de ce fait, l'Europe évitait la monnaie marocaine dans les échanges avec ce pays, nous comprendrons la situation désespérée de l'Empire des Chérifs.

Les faits, mentionnés ici, ont pour but de démontrer les commencements réels de la colonisation du Maroc par les Européens. Cette colonisation commença effectivement en 1860 et était la conséquence de la guerre avec l'Espagne, malgré les efforts ultérieurs des souverains de telle trempe que Mūlay Ḥasan. Cette subordination du Maroc à l'Europe trouva son épilogue dans la perte totale de son indépendance en 1912.

